



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER,
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE L'IMMIGRATION**

Les Budgets primitifs des communes 2011

Collection
Statistiques et finances locales

Direction générale des collectivités locales

Cette publication « **Les budgets primitifs des communes 2011** »
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par **Karine SOGUET**

Septembre 2011

Directeur de la Publication : **Eric JALON**

Les budgets primitifs communaux en 2011

Des données en euros par habitant et par strate démographique pour mieux se comparer.

Les tableaux suivants présentent les principaux résultats agrégés issus de l'exploitation des budgets primitifs 2011 des communes. Les grandeurs financières sont exprimées en euros par habitant, et les tableaux présentent les résultats détaillés par strate de population. L'objectif est de fournir des données de comparaison pertinentes et intelligibles pour l'étude de la situation financière d'une ou plusieurs communes.

On distingue trois séries de tableaux. Chaque série comprend deux tableaux, un pour les communes de moins de 10 000 habitants et un pour les communes de 10 000 habitants et plus, avec rappel de la moyenne pour l'ensemble des communes. La première série _tableaux 1 et 2_ présente les principaux agrégats des budgets primitifs sur la France entière. Les tableaux de la deuxième série _tableaux 3 et 4_ intègrent un certain nombre de ratios ou grandeurs financières, éléments fondamentaux d'une première analyse financière. Ils concernent les communes de métropole uniquement. Les tableaux de la troisième série présentent les évolutions de BP à BP calculées à champ constant.

Remarque : les montants élevés par rapport à ceux issus de l'analyse des comptes administratifs sont à interpréter avec prudence. En effet, d'une part, certaines dépenses prévues ne sont jamais réalisées. D'autre part, les opérations d'ordre, qui gonflent artificiellement les budgets sont traitées différemment pour des raisons techniques.

Tableaux 1 et 2 : les budgets primitifs des communes en 2011 (France métropolitaine et DOM).

Les tableaux 1 et 2 présentent les principaux éléments des budgets primitifs. Dépenses et recettes de fonctionnement ou d'investissement avec leurs principales composantes : les dépenses de personnel représentent ainsi près de la moitié des dépenses de fonctionnement, et les impôts locaux près de la moitié des recettes réelles de fonctionnement.

De manière générale les dépenses réelles de fonctionnement par habitant augmentent avec la taille de la commune et les dépenses réelles d'investissement par habitant diminuent avec la taille de la commune. En d'autres termes, les grandes communes réalisent des économies d'échelle en matière d'investissement mais ont des coûts de fonctionnement proportionnellement plus élevés, ceci étant lié au niveau de service et d'équipement en rapport avec la taille de la commune.

Tableaux 3 et 4 : éléments d'analyse financière par strate (métropole).

Les tableaux 3 et 4 complètent les tableaux 1 et 2 avec des ratios et agrégats financiers usuels qui permettent une analyse plus fine de la situation financière des communes de métropole. Ainsi le taux d'épargne (épargne brute / RRF) ou l'épargne nette disponible par habitant permettent d'apprécier les marges financières prévues. Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi permet d'apprécier l'effort financier des communes eu égard à leurs ressources.

Les communes de moins de 500 habitants, soit plus de la moitié des communes, se distinguent par un taux d'épargne négatif mais également par des dépenses liées à la dette très faibles. Celles-ci sont la conséquence d'un recours à l'emprunt pour financer les opérations d'investissement traditionnellement plus faibles, ce qui se vérifie en 2011 (ratio emprunt / équipement brut) dans un contexte d'effort d'équipement important (ratio équipement brut / RRF).

Tableaux 5 et 6 : évolutions 2011/2010 (France métropolitaine et DOM).

Les tableaux 5 et 6 présentent les évolutions des principaux éléments des budgets primitifs des communes de France. Elles sont calculées à champ constant sur les communes présentes dans les fichiers DGFIP en 2010 et en 2011.

Remarques sur les données statistiques de cette publication

Réforme de la fiscalité locale : Prise en compte des éléments de péréquation horizontale

La réforme de la fiscalité locale mise en place dès 2010 dans les entreprises est entrée en vigueur en 2011 pour les collectivités locales : création de nouveaux impôts, redistribution des impôts existants entre collectivités locales, transfert d'impôts et taxes de l'Etat vers les collectivités locales et attribution de dotation de compensation pour assurer un niveau de ressources équivalent.

Ainsi, l'article 78 de la loi de finances pour 2010 a instauré en 2011 la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et les fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (FNGIR). Ces deux mécanismes mis en œuvre à compter de 2011 dans les budgets primitifs concrétisent le principe de compensation intégrale du manque à gagner pour les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre résultant de la suppression de la taxe professionnelle.

Les mécanismes de fiscalité reversée, et de reversements et restitutions sur impôts et taxes, qui intègrent ceux concernant la garantie individuelle de ressources, conduisent à majorer les volumes budgétaires des collectivités à hauteur de la redistribution fiscale qui en découle.

Pour tenir compte de ces mécanismes et afin d'éviter les double-comptes, les montants publiés ont été retraités hors redistribution fiscale.

Ci-dessous, la liste des agrégats et comptes ainsi retraités :

- dépenses et recettes totales,
- dépenses et recettes de fonctionnement,
- impôts et taxes (compte 73).

Source :

Ce document repose sur l'exploitation des fichiers de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) contenant les budgets primitifs, les budgets supplémentaires et les décisions modificatives de l'année 2011 votés au 30 avril 2011 par les communes. Il s'agit donc de dépenses et recettes prévisionnelles à interpréter avec prudence, des 35 796 communes disponibles en 2011 dans les fichiers DGFIP.

Sources population :

Les données des tableaux en €/hab. font référence à la population totale Insee des communes au 1^{er} janvier 2011, et parfois à la population DGF quand cela est précisé.

Population Insee : population totale recensée par les services de l'Insee sur le territoire de la commune.

Population DGF : population Insee, à laquelle on ajoute les résidences secondaires (correspond à un habitant par résidence secondaire située sur le territoire de la commune) et les places de caravanes (correspond à un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage conventionnée, ou deux si la commune est éligible en N-1 à la DSU ou à la fraction bourg-centre de la DSR.)

Gestion active de la dette :

Les opérations de gestion active de la dette ont été éliminées du total des dépenses et des recettes, ainsi que des remboursements de dette et des emprunts. Elles consistent en remboursements anticipés accompagnés d'emprunts de refinancement, ou d'autres mouvements financiers du type « crédits à long terme renouvelable ». Ces mouvements, occasionnés par le suivi de la dette et de la trésorerie, gonflent artificiellement les budgets.

TABLEAUX DE DONNEES FINANCIERES



Les budgets primitifs communaux en 2011

France

Tableau 1: les budgets primitifs des communes de moins de 10 000 habitants en 2011

montants en euros par habitant						
Hors redistribution fiscale	Moins	500/	2 000/	3 500/	5 000/	Moins
Hors gestion active de la dette	de 500	2 000	3 500	5 000	10 000	de 10 000
	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.
Dépenses réelles totales	1 798	1 500	1 575	1 624	1 721	1 617
Recettes réelles totales	1 232	1 164	1 272	1 365	1 491	1 287
Dépenses réelles de fonctionnement	840	699	773	878	1 008	820
Charges à caractère général	354	244	250	263	283	271
Charges de personnel	216	273	354	431	533	357
Autres charges de gestion courante	194	132	120	130	139	140
Intérêts payés	20	25	29	33	37	29
Recettes réelles de fonctionnement	735	733	858	970	1 110	866
Impôts et taxes	317	374	490	578	689	479
dont impôts locaux	274	310	365	409	456	360
Dotations, participations	277	246	259	278	303	270
dont dotation globale de fonctionnement	203	189	199	208	221	202
Dépenses réelles d'investissement	958	802	802	746	713	797
Remboursements de dette	67	69	74	81	83	74
Dépenses d'équipement brut	846	701	700	642	611	693
Subventions versées	21	16	16	14	15	16
Recettes réelles d'investissement	497	431	414	395	381	422
Dotations et subventions d'investissement	316	237	209	192	180	225
Emprunts	168	184	196	194	192	187
Dette communale totale au 01/01	594	722	848	927	1 024	819
Annuité de dette payée de l'exercice	87	94	104	114	120	103
Taux d'intérêt moyen de la dette	3,4%	3,4%	3,5%	3,5%	3,6%	3,5%
<i>Variation nette de l'endettement prévue</i>	101	115	122	113	109	113
Travaux en régie	2	3	5	7	9	5
nombre de communes de l'étude	19 437	11 308	2 130	891	1 077	34 843

gestion active de la dette : remboursement anticipé financé par des emprunts d'un montant équivalent et ouverture de crédits long terme (OCLT).

Les budgets primitifs communaux en 2011

France

Tableau 2: les budgets primitifs des communes de 10 000 habitants et plus en 2011

montants en euros par habitant									
Hors redistribution fiscale	10 000/	20 000/	50 000/	Plus de	Plus de	10 000	10 000	France	France
Hors gestion active de la dette	20 000	50 000	100 000	100 000	100 000	hab.	hab. et plus	entière	entière
	hab.	hab.	hab.	hab.	hors PARIS	et plus	hors PARIS		hors PARIS
Dépenses réelles totales	1 796	1 897	2 052	1 952	1 690	1 919	1 849	1 768	1 729
Recettes réelles totales	1 614	1 757	1 944	1 890	1 634	1 799	1 727	1 543	1 499
Dépenses réelles de fonctionnement	1 145	1 267	1 364	1 383	1 192	1 293	1 237	1 057	1 021
Charges à caractère général	296	320	316	274	262	300	299	286	285
Charges de personnel	641	727	779	701	661	709	700	533	522
Autres charges de gestion courante	152	163	199	329	201	218	177	179	158
Intérêts payés	36	40	48	38	38	40	40	34	34
Recettes réelles de fonctionnement	1 245	1 374	1 489	1 531	1 307	1 414	1 348	1 140	1 098
Impôts et taxes	788	855	926	922	821	874	844	676	655
dont impôts locaux	497	559	580	623	543	569	544	464	449
Dotations, participations	340	393	429	433	369	400	381	335	323
dont dotation globale de fonctionnement	250	283	310	340	274	298	278	250	239
Dépenses réelles d'investissement	651	630	687	568	498	626	612	711	707
Remboursements de dette	91	100	121	109	116	105	106	90	90
Dépenses d'équipement brut	536	493	515	373	330	469	465	581	583
Subventions versées	19	27	30	77	42	41	29	29	23
Recettes réelles d'investissement	369	383	455	359	327	385	379	403	401
Dotations et subventions d'investissement	166	161	154	89	94	139	144	182	186
Emprunts	190	207	270	244	214	226	217	206	201
Dettes communales totales au 01/01	1 037	1 159	1 555	1 255	1 174	1 231	1 208	1 025	1 007
Annuité de dette payée de l'exercice	128	140	169	147	154	144	146	124	124
Taux d'intérêt moyen de la dette	3,5%	3,4%	3,1%	3,0%	3,2%	3,2%	3,3%	3,3%	3,4%
<i>Variation nette de l'endettement prévue</i>	99	107	150	135	98	121	111	117	112
Travaux en régie	8	6	6	3	2	5	6	5	5
nombre de communes de l'étude	504	323	85	41	40	953	952	35 796	35 795

gestion active de la dette : remboursement anticipé financé par des emprunts d'un montant équivalent et ouverture de crédits long terme (OCLT).

Les budgets primitifs communaux en 2011 : analyse financière par strate Communes de métropole

Tableau 3: éléments d'analyse financière par strate: communes de moins de 10 000 habitants

<i>montants en euros par habitant</i>						
Hors redistribution fiscale	Moins	500/	2 000/	3 500/	5 000/	Moins
Hors gestion active de la dette	de 500	2 000	3 500	5 000	10 000	de 10 000
	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.
Dépenses réelles totales	1 797	1 498	1 571	1 614	1 722	1 613
Dépenses réelles de fonctionnement	839	697	771	873	1 005	816
Dépenses réelles d'investissement	958	801	801	741	717	797
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette (1)	820	672	741	840	968	788
Charges à caractère général	354	244	249	262	285	272
Charges de personnel	216	272	352	427	529	354
Autres charges de gestion courante	194	132	119	129	138	140
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) (a) (2)	735	731	856	967	1 109	863
Impôts et taxes	317	373	489	576	686	477
dont impôts locaux	274	310	365	411	462	361
Dotations, participations	277	246	259	277	304	269
dont dotation globale de fonctionnement	202	189	199	208	221	202
Ventes de produits, prestations de services, marchandises	50	47	54	60	70	55
Soldes intermédiaires de gestion						
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	-85	59	115	127	141	75
Intérêts payés(4)	20	25	29	33	37	29
Épargne brute (5)=(3)-(4)	-105	34	86	94	104	47
Remboursements de dette hors remb. anticipé refinancé (6)	67	69	74	81	85	75
Épargne nette (7)=(5)-(6)	-172	-35	11	13	20	-28
Dépenses d'équipement brut (a)	845	700	698	636	612	693
Recettes réelles d'investissement (RII)	497	430	412	387	379	420
Dotations et subventions d'investissement	316	236	208	182	175	222
Emprunts	168	184	196	196	196	188
Dettes communales totales au 01/01	594	723	849	934	1 038	822
Annuité de dette payée de l'exercice	87	94	104	114	122	103
Variation nette de l'endettement	101	115	121	115	111	113
⇒ Structure de fonctionnement						
Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / pop. (en euros/hab)	839	697	771	873	1 005	816
Charges à caractère général /DRF	42,1%	35,0%	32,3%	30,0%	28,3%	33,3%
Charges de personnel /DRF (a)	25,7%	39,0%	45,7%	48,9%	52,6%	43,3%
Autres charges de gestion courante /DRF	23,1%	19,0%	15,5%	14,8%	13,8%	17,1%
Intérêts payés/DRF	2,4%	3,6%	3,8%	3,8%	3,7%	3,5%
Autres dépenses réelles de fonctionnement /DRF	6,6%	3,5%	2,7%	2,5%	1,6%	2,8%
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) /pop. (a) (en euros/hab)	735	731	856	967	1 109	863
Impôts et taxes /RRF	43,1%	51,0%	57,1%	59,5%	61,9%	55,2%
dont impôts locaux /RRF	37,3%	42,4%	42,7%	42,5%	41,7%	41,8%
Dotations, participations /RRF	37,8%	33,6%	30,2%	28,7%	27,4%	31,2%
dont dotation globale de fonctionnement versée /RRF	27,6%	25,8%	23,2%	21,5%	19,9%	23,4%
Ventes de produits, prestations de services, marchandises/RRF	6,8%	6,4%	6,3%	6,2%	6,3%	6,4%
Autres recettes réelles de fonctionnement /RRF	12,3%	9,0%	6,5%	5,6%	4,4%	7,2%
⇒ Richesse et pression fiscales :						
Dotation globale de fonctionnement versée /pop. (a) (en euros/hab)	202	189	199	208	221	202
Potentiel fiscal /pop.DGF (b) (en euros/hab. DGF)	415	527	653	715	820	619
Potentiel financier /pop.DGF (c) (en euros/hab. DGF)	554	656	789	857	973	757
⇒ Effort d'équipement et financement :						
Équipement brut / RRF (a)	111,7%	92,6%	80,3%	65,2%	54,7%	78,4%
Emprunt / équipement brut	19,9%	26,3%	28,0%	30,8%	31,9%	27,1%
Dotations et subventions d'investissement/équipement brut	37,4%	33,7%	29,7%	28,7%	28,6%	32,1%
⇒ Marge de manœuvre et gestion des fonds						
Taux d'épargne brute (épargne brute/RRF)	-13,9%	4,5%	9,8%	9,6%	9,3%	5,3%
Dettes totales au 01/01 /RRF (a)	78,5%	95,5%	97,7%	95,8%	92,7%	93,1%
Annuité de la dette / RRF	11,5%	12,4%	11,9%	11,7%	10,9%	11,7%
MAC(d) : (dép. de gestion + ann. dette (e)) / RRF (a)	122,4%	104,2%	98,1%	98,0%	97,5%	102,6%
Travaux en régie	2	3	5	7	8	5
Nombre de communes de l'étude	19 434	11 295	2 125	880	1 049	34 783

(a) Ratios de l'article L.2313-1 du CGCT

(b) Potentiel fiscal établi sur la base de la répartition de la DGF 2011 et calculé sur les valeurs 2010 ;

Il est obtenu en multipliant les bases d'imposition 2010 des 3 taxes ménages par le taux moyen national 2010 de chacune de ces taxes, et en multipliant les bases de taxes professionnelles 2009 par le taux moyen national 2009 de cette taxe.

À ce total s'ajoute le montant de la compensation "part salaires".

(c) Le potentiel financier est la somme du potentiel fiscal et de la dotation forfaitaire 2010 hors compensation de la "part salaires".

(d) MAC : marge d'autofinancement courant, compare les charges courantes augmentées de l'annuité de la dette (hors gestion active de la dette) aux recettes courantes.

(e) Hors gestion active de la dette

Les budgets primitifs communaux en 2011 : analyse financière par strate

Communes de métropole

Tableau 4: éléments d'analyse financière par strate: communes de 10 000 habitants et plus

<i>montants en euros par habitant</i>									
Hors redistribution fiscale	10 000/	20 000/	50 000/	Plus de	Plus de	10 000	10 000	France	France
Hors gestion active de la dette	20 000	50 000	100 000	100 000	100 000	hab.	hab. et plus	entière	entière
	hab.	hab.	hab.	hab.	hors PARIS	et plus	hors PARIS		hors PARIS
Dépenses réelles totales	1 789	1 902	2 069	1 956	1 686	1 923	1 850	1 765	1 725
Dépenses réelles de fonctionnement	1 145	1 270	1 375	1 388	1 191	1 298	1 239	1 053	1 016
Dépenses réelles d'investissement	644	632	694	568	495	625	610	712	709
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette (1)	1 109	1 231	1 326	1 350	1 153	1 258	1 199	1 019	982
Charges à caractère général	300	325	328	275	263	304	303	288	287
Charges de personnel	640	725	776	699	658	707	697	527	516
Autres charges de gestion courante	150	163	201	333	202	220	177	179	157
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) (a) (2)	1 248	1 380	1 505	1 538	1 309	1 422	1 353	1 137	1 094
Impôts et taxes	786	853	931	924	820	874	843	672	650
dont impôts locaux	508	571	598	630	548	580	555	469	453
Dotations, participations	342	398	434	436	371	404	384	335	323
dont dotation globale de fonctionnement	250	286	313	342	274	301	280	250	238
Ventes de produits, prestations de services, marchandises	76	90	100	87	72	88	84	71	69
Soldes intermédiaires de gestion									
Épargne de gestion (3)=(2)-(1)	139	150	178	188	156	164	154	119	112
Intérêts payés(4)	37	40	48	38	38	40	40	34	34
Épargne brute (5)=(3)-(4)	102	110	130	150	117	124	114	85	78
Remboursements de dette hors remb. anticipé refinancé (6)	93	102	123	111	118	106	108	90	90
Épargne nette (7)=(5)-(6)	9	8	7	40	-1	18	6	-5	-12
Dépenses d'équipement brut (a)	527	492	516	371	325	465	461	581	583
Recettes réelles d'investissement (RRI)	357	383	457	358	324	382	375	401	399
Dotations et subventions d'investissement	152	158	148	87	92	133	138	178	182
Emprunts	191	211	276	244	214	228	219	208	203
Dette communale totale au 01/01	1 050	1 167	1 577	1 264	1 182	1 241	1 218	1 028	1 009
Annuité de dette payée de l'exercice	130	141	171	148	156	146	148	124	124
Variation nette de l'endettement	99	110	154	134	96	122	111	118	112
⇒ Structure de fonctionnement									
Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / pop. (en euros/hab)	1 145	1 270	1 375	1 388	1 191	1 298	1 239	1 053	1 016
Charges à caractère général /DRF	26,2%	25,6%	23,9%	19,8%	22,1%	23,4%	24,5%	27,3%	28,2%
Charges de personnel /DRF (a)	55,9%	57,1%	56,4%	50,4%	55,2%	54,5%	56,2%	50,1%	50,8%
Autres charges de gestion courante /DRF	13,1%	12,9%	14,6%	24,0%	17,0%	17,0%	14,3%	17,0%	15,5%
Intérêts payés/DRF	3,2%	3,1%	3,5%	2,7%	3,2%	3,1%	3,2%	3,2%	3,4%
Autres dépenses réelles de fonctionnement /DRF	1,7%	1,3%	1,6%	3,0%	2,5%	2,0%	1,7%	2,3%	2,2%
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) /pop. (a) (en euros/hab)	1 248	1 380	1 505	1 538	1 309	1 422	1 353	1 137	1 094
Impôts et taxes /RRF	63,0%	61,8%	61,9%	60,1%	62,7%	61,5%	62,3%	59,1%	59,4%
dont impôts locaux /RRF	40,7%	41,4%	39,7%	40,9%	41,9%	40,8%	41,0%	41,2%	41,4%
Dotations, participations /RRF	27,5%	28,8%	28,8%	28,4%	28,3%	28,4%	28,4%	29,5%	29,6%
dont dotation globale de fonctionnement versée /RRF	20,1%	20,7%	20,8%	22,3%	21,0%	21,1%	20,7%	22,0%	21,8%
Ventes de produits, prestations de services, marchandises/RRF	6,1%	6,6%	6,6%	5,6%	5,5%	6,2%	6,2%	6,3%	6,3%
Autres recettes réelles de fonctionnement /RRF	3,4%	2,8%	2,7%	5,9%	3,5%	4,0%	3,1%	5,2%	4,8%
⇒ Richesse et pression fiscales :									
Dotation globale de fonctionnement versée /pop. (a) (en euros/hab)	250	286	313	342	274	301	280	250	238
Potentiel fiscal /pop.DGF (b) (en euros/hab. DGF)	838	881	974	1 063	865	944	884	775	741
Potentiel financier /pop.DGF (c) (en euros/hab. DGF)	1 017	1 085	1 184	1 279	1 091	1 147	1 088	944	909
⇒ Effort d'équipement et financement :									
Équipement brut / RRF (a)	42,0%	35,3%	34,0%	23,9%	24,7%	32,4%	33,8%	50,3%	52,5%
Emprunt / équipement brut	36,4%	42,9%	53,5%	65,9%	65,7%	49,0%	47,5%	35,7%	34,7%
Dotations et subventions d'investissement/équipement brut	28,9%	32,1%	28,7%	23,5%	28,2%	28,5%	29,8%	30,7%	31,2%
⇒ Marge de manœuvre et gestion des fonds									
Taux d'épargne brute (épargne brute/RRF)	8,1%	7,9%	8,6%	9,7%	8,9%	8,7%	8,3%	7,3%	7,0%
Dette totale au 01/01 /RRF (a)	83,7%	83,6%	103,9%	81,4%	89,9%	86,5%	89,3%	89,0%	90,9%
Annuité de la dette / RRF	10,3%	10,1%	11,2%	9,6%	11,9%	10,2%	10,8%	10,8%	11,2%
MAC(d) : (dép. de gestion + ann. dette (e)) / RRF (a)	98,6%	99,1%	99,3%	97,3%	99,9%	98,4%	99,2%	100,1%	100,7%
Travaux en régie	8	5	4	3	3	5	5	5	5
Nombre de communes de l'étude	483	306	79	39	38	907	906	35 690	35 689

(a) Ratios de l'article L.2313-1 du CGCT

(b) Potentiel fiscal établi sur la base de la répartition de la DGF 2011 et calculé sur les valeurs 2010 ;

Il est obtenu en multipliant les bases d'imposition 2010 des 3 taxes ménages par le taux moyen national 2010 de chacune de ces taxes, et en multipliant les bases de taxes professionnelles 2009 par le taux moyen national 2009 de cette taxe.

À ce total s'ajoute le montant de la compensation "part salaires".

(c) Le potentiel financier est la somme du potentiel fiscal et de la dotation forfaitaire 2010 hors compensation de la "part salaires".

(d) MAC : marge d'autofinancement courant, compare les charges courantes augmentées de l'annuité de la dette (hors gestion active de la dette) aux recettes courantes.

(e) Hors gestion active de la dette

Evolution* des budgets primitifs communaux de 2010 à 2011

France entière

Tableau 5: évolution des budgets primitifs des communes de moins de 10 000 habitants

Evolutions en %						
Hors redistribution fiscale	Moins	500/	2 000/	3 500/	5 000/	Moins
Hors gestion active de la dette	de 500	2 000	3 500	5 000	10 000	de 10 000
	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.
Dépenses réelles totales	3,7	2,2	3,7	4,0	3,9	3,1
Recettes réelles totales	3,1	0,6	1,5	2,0	1,8	1,4
Dépenses réelles de fonctionnement	5,3	2,7	2,3	2,1	2,0	2,3
Charges à caractère général	4,0	4,3	3,0	2,8	2,8	3,5
Charges de personnel	1,7	2,1	2,4	2,3	2,0	2,1
Autres charges de gestion courante	0,9	0,8	0,9	0,3	1,0	0,8
Intérêts payés	-0,8	0,0	-0,8	-2,2	-2,1	-1,2
Recettes réelles de fonctionnement	5,5	2,8	2,6	2,6	2,4	2,6
Impôts et taxes	10,8	3,9	3,3	3,0	3,6	3,5
dont impôts locaux	15,9	7,7	3,9	2,1	2,3	5,4
Dotations, participations	1,4	1,2	0,4	0,9	0,3	0,8
dont dotation globale de fonctionnement	1,6	1,0	-0,4	-1,0	-1,8	-0,1
Dépenses réelles d'investissement	2,4	1,7	5,1	6,4	6,8	3,9
Remboursements de dette	2,4	2,2	4,9	5,4	2,5	3,1
Dépenses d'équipement brut	1,8	1,8	5,3	5,9	7,6	4,0
Subventions versées	14,7	11,9	6,3	4,4	7,8	9,7
Recettes réelles d'investissement	-0,2	-2,9	-0,7	0,6	0,4	-1,1
Dotations et subventions d'investissement	-3,5	-3,3	-1,1	0,5	0,7	-1,9
Emprunts	5,8	-2,5	0,5	-0,2	0,3	-0,1
Dette communale totale au 01/01	4,3	1,6	2,0	0,6	0,6	1,5
Annuité de dette payée de l'exercice	1,7	1,6	3,2	3,1	1,0	1,9
nombre de communes de l'étude	19 079	11 132	2 087	881	1 062	34 241

* Evolution calculée à champ constant sur les communes présentes dans les fichiers DGFiP en 2010 et en 2011
gestion active de la dette : remboursement anticipé financé par des emprunts d'un montant équivalent
et ouverture de crédits long terme (OCLT).

Evolution* des budgets primitifs communaux de 2010 à 2011

France entière

Tableau 6: évolution des budgets primitifs des communes de 10 000 habitants et plus

Evolutions en %										
Hors redistribution fiscale	10 000/	20 000/	50 000/	Plus de	Plus de	10 000	10 000	France	France	
Hors gestion active de la dette	20 000	50 000	100 000	100 000	100 000	hab.	hab. et plus	entière	entière	
	hab.	hab.	hab.	hab.	hab.	et plus	hors PARIS	entière	entière	hors PARIS
Dépenses réelles totales	4,8	3,4	2,9	3,4	1,7	3,6	3,2	3,4	3,1	
Recettes réelles totales	2,8	2,1	2,0	4,4	1,9	3,0	2,2	2,3	1,8	
Dépenses réelles de fonctionnement	1,5	1,3	0,8	1,7	1,3	1,4	1,2	1,7	1,7	
Charges à caractère général	1,7	0,7	-1,6	5,6	1,3	1,8	0,6	2,6	2,0	
Charges de personnel	1,6	1,8	1,6	1,6	1,2	1,7	1,6	1,8	1,8	
Autres charges de gestion courante	0,0	0,7	0,9	3,5	2,7	1,9	1,2	1,5	1,0	
Intérêts payés	-2,6	-2,3	-2,9	-1,1	-2,6	-2,1	-2,6	-1,7	-2,0	
Recettes réelles de fonctionnement	2,1	1,9	1,4	3,0	2,1	2,2	1,9	2,4	2,2	
Impôts et taxes	2,9	3,6	3,1	4,8	3,6	3,8	3,3	3,7	3,4	
dont impôts locaux	1,8	2,6	-1,9	4,4	4,1	2,2	1,9	3,4	3,3	
Dotations, participations	0,3	-1,8	-2,0	-0,1	-0,8	-0,9	-1,2	-0,2	-0,3	
dont dotation globale de fonctionnement	-2,3	-4,5	-5,6	-0,2	-1,6	-2,8	-3,5	-1,8	-2,1	
Dépenses réelles d'investissement	11,0	7,8	7,2	7,9	2,7	8,4	7,3	5,9	5,3	
Remboursements de dette	3,5	0,2	-12,3	10,3	4,9	1,0	-0,9	1,8	0,8	
Dépenses d'équipement brut	11,2	8,0	12,1	7,5	1,7	9,4	8,4	6,1	5,7	
Subventions versées	30,5	10,2	0,3	11,8	10,9	11,5	11,0	11,0	10,5	
Recettes réelles d'investissement	5,0	3,1	3,8	10,6	1,4	5,7	3,3	2,1	0,9	
Dotations et subventions d'investissement	3,1	2,6	5,1	-4,2	-4,9	1,8	1,9	-0,5	-0,5	
Emprunts	4,6	3,6	7,1	10,4	8,1	6,7	5,7	3,6	2,9	
Dettes communales totales au 01/01	0,3	0,8	3,0	9,4	0,5	3,8	1,1	2,9	1,3	
Annuité de dette payée de l'exercice	1,7	-0,5	-9,8	7,1	2,9	0,1	-1,3	0,8	0,0	
nombre de communes de l'étude	499	321	84	41	40	945	944	35 186	35 185	

* Evolution calculée à champ constant sur les communes présentes dans les fichiers DGFiP en 2010 et en 2011
gestion active de la dette : remboursement anticipé financé par des emprunts d'un montant équivalent
et ouverture de crédits long terme (OCLT).

■ Volume du budget communal

1 – Dépenses réelles totales / population

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont considérées hors redistribution fiscale.

Les dépenses réelles d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	1 798	1 500	1 575	1 624	1 721	1 617
Métropole	1 797	1 498	1 571	1 614	1 722	1 613
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	1 682	1 418	1 482	1 534	1 643	1 555
- à une CC à FPU	1 660	1 401	1 500	1 517	1 652	1 510
- à un SAN	-	1 545	3 337	2 745	1 844	2 034
- à une CU à FA	1 304	1 144	1 140	1 127	1 812	1 389
- à une CC à FA	1 869	1 597	1 659	1 810	1 916	1 726
- autres communes	2 440	2 495	2 630	2 406	2 308	2 446

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

FPU: Fiscalité Professionnelle Unique, FA: Fiscalité Additionnelle

■ Volume du budget communal

1 – Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette / population

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont considérées hors redistribution fiscale.

Les dépenses réelles d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	1 796	1 897	2 052	1 690	1 849
Métropole	1 789	1 902	2 069	1 686	1 850
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	1 739	1 859	1 931	1 697	1 800
- à une CC à FPU	1 747	1 753	1 198	-	1 740
- à un SAN	1 941	1 598	-	-	1 728
- à une CU à FA	1 358	1 705	-	1 337	1 433
- à une CC à FA	1 846	1 977	1 586	-	1 866
- autres communes	2 356	2 158	2 633	-	2 350

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

FPU: Fiscalité Professionnelle Unique, FA: Fiscalité Additionnelle

● Dépenses de fonctionnement

1 – Dépenses réelles de fonctionnement / population

Les dépenses réelles de fonctionnement sont considérées hors redistribution fiscale.

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	840	699	773	878	1 008	820
Métropole	839	697	771	873	1 005	816
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	719	656	738	848	981	850
- à une CC à FPU	779	656	731	824	945	756
- à un SAN	-	947	1 962	1 575	1 325	1 380
- à une CU à FA	631	451	563	595	891	674
- à une CC à FA	879	755	810	959	1 094	848
- autres communes	1 159	1 220	1 350	1 216	1 393	1 279

2 – Charges à caractère général / population

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	354	244	250	263	283	271
Métropole	354	244	249	262	285	272
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	290	226	238	251	275	256
- à une CC à FPU	325	226	233	245	258	248
- à un SAN	-	344	709	368	417	435
- à une CU à FA	200	146	198	147	227	188
- à une CC à FA	370	260	261	292	311	296
- autres communes	469	390	450	383	413	415

3 – Charges de personnel / population

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	216	273	354	431	533	357
Métropole	216	272	352	427	529	354
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	222	272	356	427	535	431
- à une CC à FPU	221	263	337	406	495	329
- à un SAN	-	337	889	780	737	740
- à une CU à FA	192	193	248	348	489	355
- à une CC à FA	208	274	357	459	556	318
- autres communes	272	390	516	533	654	484

4 – Autres charges de gestion courante / population

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	194	132	120	130	139	140
Métropole	194	132	119	129	138	140
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	164	115	101	122	123	118
- à une CC à FPU	182	122	113	121	138	130
- à un SAN	-	130	184	245	144	157
- à une CU à FA	198	81	58	70	143	100
- à une CC à FA	197	138	128	144	163	155
- autres communes	296	269	274	221	218	254

5 – Intérêts payés / population

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	20	25	29	33	37	29
Métropole	20	25	29	33	37	29
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	16	22	26	30	32	29
- à une CC à FPU	20	24	29	32	39	28
- à un SAN	-	6	39	41	15	19
- à une CU à FA	7	20	13	19	18	18
- à une CC à FA	20	26	31	37	43	28
- autres communes	19	36	48	40	48	39

● Dépenses de fonctionnement

1 – Dépenses réelles de fonctionnement / population

Les dépenses réelles de fonctionnement sont considérées hors redistribution fiscale.

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	1 145	1 267	1 364	1 192	1 237
Métropole	1 145	1 270	1 375	1 191	1 239
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	1 113	1 239	1 288	1 196	1 214
- à une CC à FPU	1 105	1 142	844	-	1 111
- à un SAN	1 292	1 263	-	-	1 274
- à une CU à FA	964	1 018	-	989	987
- à une CC à FA	1 162	1 263	1 214	-	1 191
- autres communes	1 488	1 463	1 721	-	1 552

2 – Charges à caractère général / population

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	296	320	316	262	299
Métropole	300	325	328	263	303
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	281	301	281	264	282
- à une CC à FPU	287	283	245	-	285
- à un SAN	371	333	-	-	347
- à une CU à FA	237	219	-	178	199
- à une CC à FA	303	306	200	-	298
- autres communes	447	431	479	-	450

3 – Charges de personnel / population

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	641	727	779	661	700
Métropole	640	725	776	658	697
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	641	720	746	662	693
- à une CC à FPU	602	633	569	-	609
- à un SAN	1 007	870	-	-	922
- à une CU à FA	593	609	-	608	606
- à une CC à FA	622	698	780	-	654
- autres communes	777	800	935	-	843

4 – Autres charges de gestion courante / population

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	152	163	199	201	177
Métropole	150	163	201	202	177
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	142	161	197	203	178
- à une CC à FPU	157	175	158	-	161
- à un SAN	165	145	-	-	153
- à une CU à FA	112	169	-	147	147
- à une CC à FA	169	180	197	-	174
- autres communes	194	168	211	-	187

5 – Intérêts payés / population

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	36	40	48	38	40
Métropole	37	40	48	38	40
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	34	40	44	38	39
- à une CC à FPU	41	35	21	-	39
- à un SAN	28	24	-	-	25
- à une CU à FA	16	13	-	13	14
- à une CC à FA	38	45	37	-	40
- autres communes	35	42	69	-	50

□ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

1 – Recettes réelles de fonctionnement / population

Les recettes réelles de fonctionnement sont considérées hors redistribution fiscale.

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	735	733	858	970	1 110	866
Métropole	735	731	856	967	1 109	863
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	644	689	815	926	1 070	922
- à une CC à FPU	682	689	814	911	1 052	801
- à un SAN	-	796	2 082	1 705	1 354	1 419
- à une CU à FA	580	462	632	647	944	721
- à une CC à FA	770	788	893	1 067	1 212	869
- autres communes	1 008	1 285	1 514	1 377	1 538	1 364

2 – Impôts et taxes / population

Les impôts et taxes sont considérés hors redistribution fiscale.

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	317	374	490	578	689	479
Métropole	317	373	489	576	686	477
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	326	396	504	580	696	580
- à une CC à FPU	287	356	463	548	646	440
- à un SAN	-	605	1 541	1 186	767	857
- à une CU à FA	99	113	381	312	462	341
- à une CC à FA	335	386	465	577	674	431
- autres communes	513	803	946	853	988	843

2a – Impôts locaux / population

recettes du compte 731

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	274	310	365	409	456	360
Métropole	274	310	365	411	462	361
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	238	279	337	385	420	370
- à une CC à FPU	233	256	313	343	396	299
- à un SAN	-	420	1 382	1 075	613	714
- à une CU à FA	214	154	346	293	374	311
- à une CC à FA	294	353	429	499	577	388
- autres communes	438	680	750	745	773	692

3 – Dotations et participations / population

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	277	246	259	278	303	270
Métropole	277	246	259	277	304	269
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	210	199	218	243	266	240
- à une CC à FPU	267	229	245	255	288	250
- à un SAN	-	126	341	307	446	413
- à une CU à FA	363	228	162	242	392	285
- à une CC à FA	287	279	310	356	405	307
- autres communes	306	318	372	368	404	355

3a – DGF / population

en euros/habitant DGF

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	203	189	199	208	221	202
Métropole	202	189	199	208	221	202
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	155	152	163	181	193	177
- à une CC à FPU	196	178	193	195	218	192
- à un SAN	-	120	223	146	223	212
- à une CU à FA	165	166	134	204	273	210
- à une CC à FA	209	211	233	263	288	227
- autres communes	219	241	292	265	288	262

4 – Potentiel fiscal / population DGF

en euros/habitant DGF

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	416	527	652	710	806	616
Métropole	415	527	653	715	820	619
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	499	597	726	721	843	749
- à une CC à FPU	416	506	613	679	728	573
- à un SAN	-	1 199	1 717	1 815	1 039	1 171
- à une CU à FA	458	492	734	481	721	619
- à une CC à FA	404	506	628	692	797	546
- autres communes	491	724	771	948	955	787

4a – Potentiel financier / population DGF

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins de 10 000 hab.
France entière	554	655	788	852	959	754
Métropole	554	656	789	857	973	757
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	621	717	854	859	989	886
- à une CC à FPU	558	635	750	819	884	711
- à un SAN	-	1 303	1 931	1 947	1 232	1 358
- à une CU à FA	584	624	839	634	888	765
- à une CC à FA	542	636	765	843	961	684
- autres communes	632	867	933	1 094	1 109	936

□ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

1 – Recettes réelles de fonctionnement / population

Les recettes réelles de fonctionnement sont considérées hors redistribution fiscale.

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	1 245	1 374	1 489	1 307	1 348
Métropole	1 248	1 380	1 505	1 309	1 353
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	1 211	1 346	1 402	1 313	1 324
- à une CC à FPU	1 202	1 239	944	-	1 209
- à un SAN	1 442	1 238	-	-	1 315
- à une CU à FA	1 023	1 153	-	1 050	1 068
- à une CC à FA	1 247	1 369	1 278	-	1 281
- autres communes	1 628	1 586	1 896	-	1 697

2 – Impôts et taxes / population

Les impôts et taxes sont considérés hors redistribution fiscale.

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	788	855	926	821	844
Métropole	786	853	931	820	843
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	782	852	885	827	839
- à une CC à FPU	763	793	364	-	765
- à un SAN	880	541	-	-	669
- à une CU à FA	432	453	-	554	501
- à une CC à FA	709	772	650	-	720
- autres communes	1 030	953	1 142	-	1 028

2a – Impôts locaux / population

recettes du compte 731

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	497	559	580	543	544
Métropole	508	571	598	548	555
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	465	521	510	544	517
- à une CC à FPU	454	471	317	-	455
- à un SAN	830	500	-	-	625
- à une CU à FA	356	395	-	500	447
- à une CC à FA	601	626	230	-	588
- autres communes	749	774	916	-	819

3 – Dotations et participations / population

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	340	393	429	369	381
Métropole	342	398	434	371	384
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	318	373	392	368	366
- à une CC à FPU	319	327	398	-	322
- à un SAN	429	568	-	-	516
- à une CU à FA	485	631	-	389	470
- à une CC à FA	427	446	602	-	442
- autres communes	455	484	577	-	512

3a – DGF / population

en euros/habitant DGF

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	250	283	310	274	278
Métropole	250	286	313	274	280
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	232	269	281	273	267
- à une CC à FPU	239	232	247	-	237
- à un SAN	284	293	-	-	290
- à une CU à FA	374	471	-	302	359
- à une CC à FA	320	346	348	-	329
- autres communes	319	350	437	-	375

4 – Potentiel fiscal / population DGF

en euros/habitant DGF

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	817	864	939	856	865
Métropole	838	881	974	865	884
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	825	857	885	856	857
- à une CC à FPU	789	785	704	-	786
- à un SAN	1 022	809	-	-	889
- à une CU à FA	508	675	-	875	758
- à une CC à FA	799	819	412	-	784
- autres communes	903	953	1 206	-	1 032

4a – Potentiel financier / population DGF

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	996	1 066	1 147	1 081	1 068
Métropole	1 017	1 085	1 184	1 091	1 088
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	1 002	1 061	1 095	1 081	1 065
- à une CC à FPU	969	973	917	-	969
- à un SAN	1 254	1 040	-	-	1 121
- à une CU à FA	710	915	-	1 059	960
- à une CC à FA	973	1 022	615	-	968
- autres communes	1 083	1 145	1 409	-	1 226

★ Effort d'équipement et financement

1 – Dépenses réelles d'investissement / population

Les dépenses réelles d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins 10 000 hab.
France entière	958	802	802	746	713	797
Métropole	958	801	801	741	717	797
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	963	762	744	686	662	705
- à une CC à FPU	881	745	769	693	707	754
- à un SAN	-	598	1 375	1 170	519	654
- à une CU à FA	673	693	577	531	921	715
- à une CC à FA	990	842	849	851	822	878
- autres communes	1 281	1 275	1 280	1 190	915	1 167

2 – Dépenses d'équipement brut / population

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins 10 000 hab.
France entière	846	701	700	642	611	693
Métropole	845	700	698	636	612	693
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	866	672	660	588	573	615
- à une CC à FPU	780	650	667	593	596	654
- à un SAN	-	579	1 131	1 060	478	590
- à une CU à FA	656	624	501	487	861	656
- à une CC à FA	869	732	736	737	700	763
- autres communes	1 159	1 143	1 131	1 042	795	1 035

3 – Remboursements de dette / population

Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette.

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Ensemble moins 10 000 hab.
France entière	67	69	74	81	83	74
Métropole	67	69	74	81	85	75
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :						
- à une CA ou une CU à FPU	56	62	63	73	71	68
- à une CC à FPU	66	66	73	80	91	74
- à un SAN	-	19	75	103	31	41
- à une CU à FA	20	49	44	42	47	45
- à une CC à FA	69	73	83	88	103	78
- autres communes	63	96	114	110	102	98

★ Effort d'équipement et financement

1 – Dépenses réelles d'investissement / population

Les dépenses réelles d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	651	630	687	498	612
Métropole	644	632	694	495	610
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	626	619	643	501	586
- à une CC à FPU	642	610	355	-	629
- à un SAN	650	335	-	-	454
- à une CU à FA	394	687	-	348	446
- à une CC à FA	684	714	372	-	676
- autres communes	868	696	913	-	798

2 – Dépenses d'équipement brut / population

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	536	493	515	330	465
Métropole	527	492	516	325	461
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	516	477	490	331	438
- à une CC à FPU	528	488	289	-	514
- à un SAN	519	278	-	-	369
- à une CU à FA	296	522	-	268	340
- à une CC à FA	561	506	317	-	531
- autres communes	715	586	648	-	628

3 – Remboursements de dette hors GAD / population

Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette.

en euros/habitant

Communes de 10 000 habitants et plus	De 10 000 à 20 000 habitants	De 20 000 à 50 000 habitants	De 50 000 à 100 000 habitants	100 000 hab. et plus hors PARIS	Ensemble 10 000 hab. et + hors PARIS
France entière	91	100	121	116	106
Métropole	93	102	123	118	108
Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2011 (France entière) :					
- à une CA ou une CU à FPU	86	105	112	118	107
- à une CC à FPU	97	84	40	-	93
- à un SAN	105	45	-	-	68
- à une CU à FA	90	69	-	28	50
- à une CC à FA	99	125	33	-	103
- autres communes	102	86	166	-	116